



Gouvernance territoriale de l'économie sociale, étude réalisée par Jorge MUNOZ –UBO- et Alain PENVEN –CCB- pour la Délégation interministérielle à l'Innovation, à l'Expérimentation sociale et à l'Economie sociale –DIIESSES-

Politiques d'appui à l'économie sociale en Région Bretagne et impact local pour un développement solidaire. (2007)

Notre étude nous a permis de mettre en lumière la mobilisation active des acteurs publics et privés pour reconnaître et développer une économie sociale en région. A des titres divers, chacun est convaincu de l'intérêt de ce modèle qui doit permettre de répondre de manière pertinente à des enjeux économiques et sociaux. Nous faisons l'hypothèse que les initiatives prises, qui s'apparentent à des formes de gouvernance territoriale déployée à chaque niveau territorial, contribuent à la structuration d'un modèle de développement qui associe une représentation convergente des intérêts collectifs portés par les organisations de l'économie sociale et l'intérêt général construit dans le cadre des compétences des collectivités publiques. Ce mouvement d'idées et de pratiques partagées, par sa dimension expérimentale et innovante, donne corps à la thèse d'une économie plurielle travaillée par des alliances, des tensions, des formes d'hybridation. Les efforts de coopération identifiés et la mobilisation de moyens conséquents et en croissance, laissent apparaître la formation progressive d'un modèle régional de développement de l'économie sociale. Mais nous observons que les forces de distinction entre collectivités territoriales et entre familles statutaires restent très présentes. Elles contrarient la nécessaire cohérence et lisibilité attendue par les acteurs de terrain. Nous pouvons en déduire que les logiques d'action à l'oeuvre au sein des collectivités locales et aussi dans les instances dirigeantes des familles, coordinations et organisations de l'économie sociale n'échappent pas à la question de la légitimité propre et à celle de la reconnaissance de l'engagement et des réalisations. Chaque acteur, en fonction de son pouvoir et de sa position, éprouve le besoin d'une affirmation identitaire et d'une reconnaissance de légitimité. La subsidiarité négociée doit permettre de concilier ces logiques divergentes. La pluralité inhérente aux systèmes d'acteurs complexes montre que le processus de traduction qui s'opère aujourd'hui autour du concept d'économie sociale doit s'inscrire dans la durée, la permanence des engagements et des investissements. La référence à ce concept d'économie sociale suppose une représentation partagée des valeurs, des principes d'action et des enjeux. Le rapport du CESR et la position officielle du Conseil Régional, vont consolider la reconnaissance de l'économie sociale en l'intégrant comme une dimension de la politique régionale. Cependant, nous l'avons vu, la stabilité de ce concept comme référence commune n'est pas acquise. D'une part, la territorialisation des politiques publiques et la perception des enjeux du développement humain durable conduisent à la formation d'une économie mixte du développement local qui peut avoir comme effet de réduire la perception du rôle et de l'identité spécifique de l'économie sociale au plan local. D'autre part, l'orientation des politiques de la DIIESSES sur les problématiques de l'expérimentation, de l'innovation et plus récemment de la lutte contre les exclusions, va probablement mobiliser les acteurs sur des enjeux, importants mais sectoriels, au détriment d'une démarche globale de structuration et de développement. En conséquence, nous pensons que la pérennité de ce modèle de développement régional réside dans la capacité des acteurs à développer des logiques d'inter-coopération dynamiques qui doivent dépasser, au nom d'un intérêt supérieur commun (le développement humain durable de la région), les positions inhérentes aux compétences et prérogatives spécifiques. Cette capacité à produire une compétence collective fondée sur une représentation partagée des enjeux économiques et sociaux et des actions spécifiques et transversales (un langage et un référentiel commun) est de nature à produire des effets de développement durable, riches en capital social, capables de répondre aux besoins actuels et aussi de préparer l'avenir.